

**ÉTATS  
FINANCIERS  
INTÉRIMAIRES**

30 juin 2025



Administration  
de pilotage  
des Laurentides

Laurentian  
Pilotage  
Authority

## **Commentaires et analyse de la direction**

### **Les résultats financiers**

Depuis le début de l'année jusqu'à la fin du deuxième trimestre de 2025, l'Administration de pilotage des Laurentides (« l'Administration ») a enregistré des revenus totaux de 58,1 M\$, comparativement à 54,1 M\$ pour la période correspondante en 2024. Cette variation s'explique principalement par une augmentation moyenne de 4 % des taux de redevances, en accord avec l'industrie, ainsi que par la composition du trafic maritime observée au cours de la période.

Le nombre total d'affectations a augmenté de 8,5 %, passant de 9 457 à 10 262 affectations. Les changements suivants ont été observés dans les volumes d'affectation par type de navire par rapport à l'année précédente :

- Vraquiers : +14 %
- Pétroliers : +8 %
- Conteneurs : -4 %
- Cargos généraux : +28 %
- Rouliers (RoRo) : stable
- Passagers : -8 %
- Autres : -3 %

Les honoraires de pilotes à contrat ont augmenté de 6,1 %, passant de 41,6 M\$ à 44,1 M\$, en lien direct avec l'augmentation du nombre d'affectations. Par ailleurs, les coûts liés aux services des bateaux-pilotes ont augmenté de 10,8 %, également en raison du volume d'activités.

Les frais administratifs ont augmenté de 538 K\$ ou 7,7 %, principalement en raison de la hausse des frais liés à l'exécution de la Loi sur le pilotage ainsi que des services professionnels.

L'Administration clôture le deuxième trimestre avec un résultat net négatif de 0,3 M\$, comparativement à un résultat net négatif de 0,6 M\$ à la même période en 2024.

### **Les redevances de pilotage**

L'Administration a le mandat d'évaluer et de fixer les redevances de pilotage qui doivent lui être acquittées par sa clientèle. Ces redevances doivent être équitables et raisonnables tout en permettant à l'organisation d'autofinancer ses opérations ainsi que le remplacement de ses actifs.

À la fin de l'année 2024, l'Administration a déposé un avis de révision des redevances de pilotage pour l'année 2025, conformément à la méthodologie établie. Un calendrier de révision des redevances est utilisé depuis 2021 afin de s'assurer que les taux à adopter pour l'année à venir puissent entrer en vigueur en tout début d'année, évitant ainsi des écarts de constat pour les revenus.

### **Les services de pilotage**

Les services de pilotage pour les trois circonscriptions sous juridiction de l'Administration sont dispensés par

des pilotes maritimes contractuels non employés avec lesquelles l'Administration négocie des ententes distinctes de services.

La *Loi sur le pilotage* ne permet pas la concurrence, ce qui influence grandement la dynamique de négociation entre l'Administration et les corporations, lesquelles détiennent un monopole. En cas de différend entre les parties lors d'un processus de négociation, cette loi prévoit un mécanisme de règlement qui permet à la relation d'affaires de se poursuivre, et ce, sans porter préjudice aux services de pilotage et aux activités commerciales de la clientèle.

Généralement, les contrats de pilotage représentent environ 77% des charges totales annuelles de l'Administration. Le résultat des négociations contractuelles a donc une incidence capitale sur la situation financière présente et future de l'organisation ainsi que sur sa capacité à respecter la *Loi sur le pilotage*. Cette dernière stipule qu'une administration doit fixer les redevances de façon équitable et raisonnable tout en lui permettant de maintenir son autosuffisance financière.

Les services de pilotage comprennent également des activités de transbordement. Celles-ci sont livrées en grande partie par sous-traitance sur l'ensemble du secteur excluant ceux offerts à la station de pilotage de Les Escoumins. Annuellement, le service de transbordement dispensé par les bateaux-pilotes représente environ 11 % des charges totales de l'Administration.

## **Le trafic maritime**

Le trafic maritime sur le fleuve Saint-Laurent et la rivière Saguenay subit une importante variation selon les saisons. En hiver, lors du premier trimestre de l'année, la circulation est généralement à son plus bas niveau. La Voie maritime étant fermée à la navigation en cette période, les itinéraires se terminent dans les eaux territoriales du port de Montréal. Les intempéries et la présence d'embâcles rendent parfois la navigation difficile jusqu'à en ralentir les transits.

Au printemps, lors du deuxième trimestre, la circulation reprend graduellement son rythme. À l'automne, lors du quatrième trimestre, elle atteint normalement son apogée avec l'arrivée de dizaines de navires de croisières internationaux et domestiques. Avant une nouvelle fermeture de la Voie maritime, tout juste avant l'hiver, les vraquiers partent remplis de céréales, de légumineuses, de sel, de sucre, de minerai, d'aluminium et d'acier.

La fluctuation du trafic maritime est un facteur important dans la planification des entrées de fonds qui permettent de satisfaire aux obligations financières de l'Administration, tout comme la dimension des navires et les temps de transit. Malgré une fine analyse de l'état du marché actuel ainsi qu'une estimation rigoureuse des revenus générés, l'Administration ne peut prévoir ni influencer le volume de trafic des mois à venir. Les facteurs qui ont une incidence sur celui-ci et sur lesquels l'Administration n'a aucun contrôle sont, notamment:

- Les contextes économiques provinciaux, fédéraux, nord-américains et mondiaux
- Les conditions climatiques
- La valeur du dollar canadien sur le marché international

- L'inflation, les taux d'intérêt, les taxes liées aux importations et aux exportations
- La concurrence des autres modes de transport
- La concurrence des ports américains et des autres ports canadiens

## Les charges administratives

Chaque année, les charges administratives représentent environ 12 % des charges totales de l'Administration. La plus grande proportion de ces charges est liée aux salaires et aux avantages du personnel, à l'amortissement ainsi qu'aux services professionnels et spéciaux.

## L'analyse des résultats

| en millier \$                       | 6 mois au 30<br>juin 2025 | 6 mois au 30<br>juin 2024 | Écart<br>Favorable<br>(défavorable) | %            | Explications  |
|-------------------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--------------|---|
| <b>Produits</b>                     |                           |                           |                                     |              |   |
| Redevances de pilotage              | 50 095                    | 46 825                    | 3 270                               | +7,0%        | Augmentation principalement attribuable à la hausse moyenne de 4 % des tarifs et à l'augmentation de l'activité.  |
| Produits de bateaux-pilotes         | 7 865                     | 7 098                     | 767                                 | +10,8%       | Augmentation principalement due à l'augmentation du nombre de transbordements.  |
| Autres produits                     | 158                       | 179                       | (21)                                | -11,3%       |   |
| <b>Total des produits</b>           | <b>58 118</b>             | <b>54 102</b>             | <b>4 016</b>                        | <b>+7,4%</b> |   |
| <b>Coûts d'opération</b>            |                           |                           |                                     |              |   |
| Honoraires de pilotes à contrat     | 44 132                    | 41 608                    | (2 524)                             | -6,1%        | Variation principalement attribuable à l'augmentation du nombre d'affectations de pilotes contractuels, les coûts étant directement liés au volume d'activités. |
| Services de bateaux-pilotes         | 6 765                     | 6 107                     | (658)                               | -10,8%       | Variation principalement attribuable à l'augmentation du nombre de transbordements.   |
| <b>Total des coûts d'opérations</b> | <b>50 897</b>             | <b>47 715</b>             | <b>(3 182)</b>                      | <b>-6,7%</b> |   |
| <b>Frais administratifs</b>         | <b>7 534</b>              | <b>6 996</b>              | <b>(538)</b>                        | <b>-7,7%</b> | Principalement en raison de la hausse des frais liés à l'exécution de la Loi sur le pilotage ainsi que des services professionnels.                             |
| <b>Perte globale</b>                | <b>(313)</b>              | <b>(609)</b>              | <b>296</b>                          | <b>48,5%</b> |   |

## Gestion des risques

L'Administration croit que la gestion de risques est une composante fondamentale de la gestion globale d'une entreprise. Les risques sont classés en six catégories distinctes ; soit les risques liés à la santé et sécurité au travail, les risques environnementaux, les risques opérationnels, les risques des technologies de l'information, les risques financiers ainsi que les risques réputationnels. Ceux-ci sont évalués selon leurs probabilités d'occurrence et leurs effets potentiels, et sont accompagnés de mesures d'atténuation concrètes. La haute direction rend compte du suivi des risques auxquels l'APL est exposée au Comité d'audit, et ce, sur une base régulière.

## ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

999, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1410  
Montréal (Québec) H3A 3L4

### ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS

Résultats trimestriels  
Six mois au 30 juin 2025

#### Déclaration de responsabilité de la direction

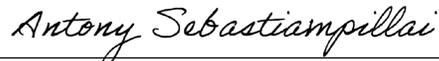
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à la Norme sur les états financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

A notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



---

M. Marc-Yves Bertin  
Premier dirigeant  
Montréal, Canada  
Le 27 août 2025



---

M. Antony Sebastiampillai, CPA  
Chef de la direction, Finances et administration  
Montréal, Canada  
Le 27 août 2025

# ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### Non audité

en dollars canadiens

|  | au 30 juin<br>2025   | au 31 décembre<br>2024 |
|--|----------------------|------------------------|
| <b>ACTIF</b>                                   |                      |                        |
| Trésorerie                                     | 7 724 558 \$         | 9 116 191 \$           |
| Créances et autres débiteurs                   | 14 699 190           | 16 023 128             |
| Frais payés d'avance                           | 477 915              | 489 044                |
| <b>Courant</b>                                 | <b>22 901 663</b>    | <b>25 628 363</b>      |
| Immobilisations corporelles                    | 18 721 674           | 19 513 454             |
| Immobilisations incorporelles                  | 1 769 735            | 2 259 700              |
| Actif au titre de droit d'utilisation          | 937 205              | 1 017 308              |
| <b>Total de l'actif</b>                        | <b>44 330 277 \$</b> | <b>48 418 825 \$</b>   |
| <b>PASSIF</b>                                  |                      |                        |
| Créditeurs et charges à payer                  | 15 038 747 \$        | 18 764 279 \$          |
| Obligation locative                            | 202 268              | 193 850                |
| <b>Courant</b>                                 | <b>15 241 015</b>    | <b>18 958 129</b>      |
| Avantages du personnel                         | 593 139              | 546 551                |
| Obligation locative                            | 1 145 083            | 1 249 731              |
| <b>Total du passif</b>                         | <b>16 979 237 \$</b> | <b>20 754 411 \$</b>   |
| Bénéfices non répartis                         | 27 351 040           | 27 664 414             |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                        | <b>27 351 040 \$</b> | <b>27 664 414 \$</b>   |
| <b>Total du passif et des capitaux propres</b> | <b>44 330 277 \$</b> | <b>48 418 825 \$</b>   |

# ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

### Non audité

en dollars canadiens

|  | <u>Pour les trois mois terminés le 30 juin</u> |                   | <u>Pour les six mois terminés le 30 juin</u> |                   |
|--|--|-------------------|--|-------------------|
|  | <u>2025</u>                                    | <u>2024</u>       | <u>2025</u>                                  | <u>2024</u>       |
| Redevances de pilotage   | 27 059 609                                     | 24 957 410        | 50 095 021                                   | 46 824 643        |
| Produits de bateaux-pilotes  | 3 907 534                                      | 3 203 384         | 7 864 621                                    | 7 098 223         |
| Autres produits  | 56 279   | 95 864            | 158 643                                      | 178 886           |
| <b>Produits</b>  | <b>31 023 422</b>                              | <b>28 256 658</b> | <b>58 118 285</b>                            | <b>54 101 752</b> |
| Honoraires de pilotes à contrat  | 23 363 244                                     | 21 475 593        | 44 132 223                                   | 41 608 417        |
| Service de bateaux-pilotes – impartition                               | 2 318 152                                      | 1 830 555         | 5 296 570                                    | 4 773 294         |
| Salaires et avantages du personnel – autres                            | 1 939 309                                      | 1 855 685         | 3 947 443                                    | 3 682 660         |
| Amortissement  | 615 807  | 830 513           | 1 224 883                                    | 1 392 669         |
| Salaires et avantages du personnel – transbordement                    | 633 410  | 504 885           | 1 098 791                                    | 927 700           |
| Services professionnels et spéciaux                                    | 391 460  | 233 225           | 838 589                                      | 665 668           |
| Frais d'exécution de la Loi sur le pilotage                            | 315 804  | 244 014           | 732 141                                      | 431 978           |
| Coûts d'entretien et de fonctionnement des bateaux-pilotes et navettes | 210 764  | 185 506           | 369 244                                      | 405 229           |
| Services publics, fournitures et approvisionnements                    | 152 498  | 121 254           | 305 085                                      | 247 388           |
| Frais de location  | 108 227  | 98 430            | 213 883                                      | 193 336           |
| Entretien  | 36 441   | 31 309            | 82 647                                       | 63 603            |
| Transports, déplacements et frais d'accueil                            | 42 495   | 75 125            | 79 581                                       | 127 429           |
| Communications   | 20 452   | 21 183            | 41 260                                       | 41 148            |
| Assurances   | 15 904   | 16 289            | 32 246                                       | 33 264            |
| Frais financiers   | 14 504   | 16 139            | 28 683                                       | 32 616            |
| Autres charges   | 22 894   | 27 014            | 8 390  | 50 322            |
| Perte sur disposition d'actifs   | -  | 33 791            | -  | 34 085            |
| <b>Charges</b>   | <b>30 201 365</b>                              | <b>27 600 510</b> | <b>58 431 659</b>                            | <b>54 710 806</b> |
| <b>Perte globale</b>   | <b>822 057</b>                                 | <b>656 148</b>    | <b>313 374</b>                               | <b>609 054</b>    |

## ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

### ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

#### Non audité

en dollars canadiens

|  | Pour les trois mois<br>terminés le 30 juin |                   | Pour les six mois<br>terminés le 30 juin |                   |
|--|--|-------------------|--|-------------------|
|  | 2025                                       | 2024              | 2025                                     | 2024              |
| Bénéfices non répartis au début de la période        | 26 528 983 \$                              | 25 375 795 \$     | 27 664 414 \$                            | 26 640 997 \$     |
| Résultat global (perte globale) de la période        | 822 057                                    | 656 148           | (313 374)                                | (609 054)         |
| <b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b> | <b>27 351 040</b>                          | <b>26 031 943</b> | <b>27 351 040</b>                        | <b>26 031 943</b> |

# ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

| en dollars canadiens   | <u>Non audité</u>                              |                  |  |                  |
|--|--|------------------|--|------------------|
|  | <u>Pour les trois mois terminés le 30 juin</u> |                  | <u>Pour les six mois terminés le 30 juin</u> |                  |
|  | 2025   | 2024             | 2025   | 2024             |
| Résultat global de la période (perte globale)  | 822 057  | 656 148          | (313 374)                                    | (609 054)        |
| Ajustement pour déterminer les flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles : |  |                  |  |                  |
| Amortissement  | 615 807  | 830 513          | 1 224 883                                    | 1 392 669        |
| Intérêts sur obligation locative   | 12 576   | 14 325           | 25 453                                       | 29 077           |
| Variation de la tranche à long terme des avantages du personnel                                    | 4 754  | 11 300           | 46 588                                       | 32 536           |
| Perte sur cession d'actifs   | -  | 33 791           | -  | 34 087           |
| Revenus d'intérêts   | (53 206)                                       | (66 547)         | (121 918)                                    | (136 355)        |
| <b>Variation des éléments du fonds de roulement :</b>  |  |                  |  |                  |
| Variation des créances et autres débiteurs   | (1 545 784)                                    | (982 527)        | 1 323 938                                    | 1 177 435        |
| Variation des frais payés d'avance   | 29 352   | 107 169          | 11 129                                       | 42 007           |
| Variation des créditeurs et charges à payer  | (74 049)                                       | 684 425          | (3 725 532)                                  | (1 463 092)      |
| <b>Flux de trésorerie liées aux activités opérationnelles</b>                                      | <b>(188 493)</b>                               | <b>1 288 597</b> | <b>(1 528 833)</b>                           | <b>499 310</b>   |
| Acquisition d'immobilisations corporelles  | -  | -                | (22 442)                                     | (4 336)          |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles  | -  | (627 104)        | -  | (749 228)        |
| Subvention gouvernementale reçue   | 159 408  | -                | 159 408                                      |                  |
| Intérêts reçus   | 53 206   | 66 547           | 121 917                                      | 136 355          |
| <b>Flux de trésorerie liées aux activités d'investissement</b>                                     | <b>212 613</b>                                 | <b>(560 557)</b> | <b>258 883</b>                               | <b>(617 209)</b> |
| Remboursement de l'obligation locative   | (48 266)                                       | (46 517)         | (96 230)                                     | (92 610)         |
| Intérêts payés sur l'obligation locative   | (12 576)                                       | (14 325)         | (25 453)                                     | (29 077)         |
| <b>Flux de trésorerie liées aux activités de financement</b>                                       | <b>(60 842)</b>                                | <b>(60 842)</b>  | <b>(121 683)</b>                             | <b>(121 687)</b> |
| Variation de la période  | (36 722)                                       | 667 198          | (1 391 633)                                  | (239 586)        |
| Solde de la trésorerie au début de la période  | 7 761 280                                      | 4,859 142        | 9 116 191                                    | 5 765 926        |
| <b>Solde de la trésorerie à la fin de la période</b>   | <b>7 724 558</b>                               | <b>5 526 340</b> | <b>7 724 558</b>                             | <b>5 526 340</b> |

# ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

## NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS

### 1. Pouvoirs et objectifs

L'Administration de pilotage des Laurentides (« l'Administration »), constituée en 1972, au Canada, en vertu de la *Loi sur le pilotage*, a pour mission de mettre sur pied, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. En vertu de la Loi maritime du Canada sanctionnée le 11 juin 1998 et qui a pour effet de modifier la *Loi sur le pilotage*, l'Administration n'a plus recours aux crédits parlementaires.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques. En juillet 2015, l'Administration a reçu une instruction (C.P. 2015-1114) en vertu de l'article 89 de la Loi sur la gestion des finances publiques pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Conseil du Trésor, conformément à ses obligations légales, et pour rendre compte de la mise en œuvre de cette instruction dans son prochain Plan d'entreprise. L'Administration confirme qu'elle rencontre les exigences de l'instruction depuis 2016.

L'Administration n'est pas mandataire de sa Majesté et elle est exemptée de l'impôt sur le revenu.

La *Loi sur le pilotage* régit le processus d'approbation de l'établissement et de la révision des droits de pilotage. L'Administration peut, par résolution, déterminer des redevances qui lui sont dues pour la prestation de services liés au pilotage obligatoire. En vertu de la loi, les redevances de pilotage doivent être équitables et raisonnables et doivent permettre le financement autonome des opérations de l'Administration. À cette fin, les droits de pilotage exigés par l'Administration comprennent la création d'une réserve pour répondre à ses obligations financières courantes et futures associées à la prestation de services de pilotage obligatoire dont, entre autres, le renouvellement de ses immobilisations.

En vertu de la *Loi sur le pilotage*, l'Administration doit payer au ministre des Transports la somme qu'il précise pour couvrir les coûts associés à l'exécution de la loi, y compris l'élaboration de règlements et le contrôle d'application de la loi.

## **2. Base d'établissement**

Les états financiers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Les présents états financiers ne présentent pas toutes les informations financières que doivent contenir les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

Le Comité d'audit de la Société a recommandé au Conseil d'administration l'approbation des présents états financiers intérimaires pour publication le 27 août 2025.

La structure de coûts de l'Administration est en grande partie composée de coûts variables en fonction de ses revenus, atténuant donc l'impact économique de possible ralentissement d'activités.

## **3. Informations significatives sur les méthodes comptables**

Les états financiers intérimaires de l'Administration de pilotage des Laurentides au 30 juin 2025 ont été dressés en fonction des méthodes comptables présentées à la note 3 des états financiers annuels audités de l'Administration au 31 décembre 2024.